

**Assemblée générale**

Distr. générale
16 avril 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 111 d) de la liste préliminaire*

**Élections aux sièges devenus vacants
dans les organes subsidiaires et autres
élections : élection de dix-huit membres
du Conseil des droits de l'homme**

**Lettre datée du 13 avril 2012, adressée au Président
de l'Assemblée générale par la Représentante permanente
de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Conformément à la décision qu'a prise le Gouvernement de l'Irlande en 2006 de présenter sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la mandature 2013-2015, à l'élection qui doit se tenir en 2012, et conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de soumettre le document ci-joint exposant les engagements pris volontairement par le Gouvernement de l'Irlande en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme (voir annexe).

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe aux États Membres en tant que document de l'Assemblée générale.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(Signé) Anne **Anderson**

* A/67/50.



**Annexe à la lettre datée du 15 avril 2012 adressée
au Président de l'Assemblée générale par la Représentante
permanente de l'Irlande auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Candidature de l'Irlande au Conseil des droits de l'homme
pour la période 2013-2015**

**Engagements pris volontairement en application de la résolution 60/251
de l'Assemblée générale**

1. L'Irlande a beaucoup insisté pour que soit établi le Conseil des droits de l'homme, préconisant la création d'un organe qui soit non seulement un ardent défenseur et un gardien des droits de l'homme universels, mais qui soit aussi représentatif de la composition de l'Organisation des Nations Unies.

2. L'Irlande est très attachée à la promotion sans réserve des droits de l'homme, tant au niveau de sa politique intérieure qu'à celui de sa politique étrangère. Notre histoire inspire la façon dont nous envisageons les droits de l'homme et notre constitution, par sa reconnaissance des droits fondamentaux, garantit à chacun la liberté, l'égalité et la justice.

3. L'Irlande a annoncé en 2006 son intention de présenter sa candidature au Conseil des droits de l'homme, aux élections qui se tiendront en 2012. C'est la première fois que l'Irlande cherche à être élue au Conseil. Si elle y parvient, elle sera un membre du Conseil du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2015.

4. L'Irlande est un petit État et elle est à ce titre profondément attachée au multilatéralisme. Son engagement envers les Nations Unies est une pierre angulaire de sa politique étrangère. L'Irlande est fermement convaincue que les États doivent travailler ensemble dans un esprit de coopération et de dialogue authentique, pour renforcer la volonté et la capacité de respecter les obligations qu'imposent les droits de l'homme. L'Irlande comprend bien que le développement, la paix et la sécurité et les droits de l'homme sont interdépendants et se renforcent mutuellement et, par son action à l'Organisation des Nations Unies, elle a toujours cherché à accorder à cette réalité la place qu'elle mérite :

a) Malgré ses difficultés économiques actuelles, l'Irlande continue d'affecter plus de 0,5 % du produit national brut à l'aide publique au développement. En 2010, elle y a affecté 0,53 % de son produit national brut. Dans son programme de gouvernement de 2011, elle s'est engagée à porter ce taux à 0,7 %;

b) Les Forces de défense irlandaises contribuent au maintien de la paix internationale depuis plus de 50 ans. L'Irlande soutient activement les travaux de la Commission de consolidation de la paix;

c) L'Irlande est fière de l'action qu'elle a menée pour promouvoir les droits de l'homme à l'Organisation des Nations Unies, et elle a été honorée par la nomination de son ancienne Présidente, Mary Robinson, aux fonctions de Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme de 1997 à 2002.

5. L'Irlande, qui se présente pour la première fois à cette élection, espère ainsi avoir la possibilité de contribuer à un Conseil des droits de l'homme énergique et

dynamique, capable de jouer un rôle véritable et utile dans la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde entier. Cet objectif à l'esprit, l'Irlande s'engage à respecter les engagements exposés ci-dessous, qu'elle a pris volontairement.

Travailler pour un Conseil des droits de l'homme énergique et efficace, et donner aux droits de l'homme une plus grande place au cœur de l'action de l'Organisation des Nations Unies

6. L'Irlande est attachée à ce qu'un Conseil des droits de l'homme robuste et efficace soit au cœur de l'action internationale. Nous voulons qu'un Conseil fidèle à ses principes joue un rôle mobilisateur véritable auprès de la communauté internationale. Si elle est élue, l'Irlande s'emploiera à ce que le Conseil agisse de façon claire et énergique face aux violations des droits de l'homme et pour promouvoir ces droits. Nous souhaitons aussi que le Conseil travaille dans un climat positif et constructif, où les pays peuvent partager leurs expériences et apprendre les uns des autres. Nous faciliterons un dialogue ouvert et transparent entre les États, sur la base d'objectifs et de priorités partagées, afin d'accomplir des progrès véritables.

7. Reconnaissant que le processus de l'examen périodique universel a ouvert un espace important pour le dialogue national sur les droits de l'homme et qu'il peut avoir un effet réel sur le terrain, l'Irlande continuera de participer activement à ses groupes de travail, pour faire en sorte que chaque examen soit axé sur l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays considéré et que le second cycle de l'examen périodique universel permette à ce mécanisme de réaliser son potentiel. L'Irlande continuera de dialoguer de façon positive et constructive avec toutes les parties prenantes au mécanisme de l'examen périodique universel. Elle a elle-même été examinée dans le cadre de ce mécanisme le 6 octobre 2011. Le rapport du Groupe de travail sur l'examen périodique universel a été officiellement adopté par le Conseil des droits de l'homme le 15 mars 2012. Sur les 127 recommandations formulées par les États Membres, l'Irlande a pu en accepter 91 sans réserve et 17 autres partiellement; elle n'a pas été en mesure de souscrire à 19 d'entre elles seulement. Il est particulièrement important pour l'Irlande que, dans les années qui précéderont son prochain examen périodique universel, la dynamique engagée pour le premier cycle ne soit pas perdue. L'Irlande tient à soumettre à titre volontaire un rapport intérimaire sur les progrès accomplis dans l'exécution de ses engagements.

8. Parallèlement à sa participation au Conseil des droits de l'homme, l'Irlande restera fermement engagée auprès de la Troisième Commission de l'Assemblée générale, car c'est le seul organe chargé des questions afférentes aux droits de l'homme qui soit composé de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

9. L'Irlande appuiera les activités d'un Haut-Commissariat aux droits de l'homme indépendant et suffisamment financé, et notamment l'intégration des droits de l'homme dans l'ensemble des travaux de l'Organisation des Nations Unies. En 2011, l'Irlande a continué de participer au financement du Haut-Commissariat, maintenant sa contribution au même niveau qu'en 2009 et en 2010.

10. L'Irlande continuera de souscrire à l'action des organisations non gouvernementales et de la société civile, dont le rôle est précieux pour promouvoir et protéger les droits de l'homme tant au niveau des États qu'au niveau

international. Nous préconiserons une intensification des activités de formation et de conseil à l'attention des groupes de la société civile qui souhaitent participer aux mécanismes du Conseil des droits de l'homme.

Faire avancer les travaux sur un certain nombre de thèmes propres à promouvoir les droits de l'homme à l'échelle de la planète

Investir dans le développement, c'est investir dans les droits de l'homme

11. L'Irlande reconnaît que l'exercice de tous les droits de l'homme – civils, culturels, économiques, politiques et sociaux – est indispensable au développement. En retour, le développement est indispensable au plein exercice de ces droits.

12. L'Irlande est fière de présenter un bilan solide en ce qui concerne l'aide apportée aux pays en développement pour lutter contre la pauvreté, la vulnérabilité et la marginalisation. Elle s'attache en particulier à développer les institutions et les capacités dans les pays en développement afin d'habiliter ces derniers à agir eux-mêmes en ce sens, selon les principes des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Gouvernement irlandais est déterminé à respecter l'objectif d'affecter 0,7 % du PNB à l'aide publique au développement.

13. Le Gouvernement irlandais est déterminé à faire en sorte que les droits de l'homme soient au centre de son programme de coopération pour le développement (Irish Aid), qui fait partie intégrante de la politique étrangère irlandaise. L'Irlande est particulièrement attachée à prêter son soutien aux institutions étatiques et aux organisations indépendantes qui défendent la cause des droits de l'homme, de la gouvernance et de la démocratie. Elle tient à soutenir les institutions nationales de défense des droits de l'homme et à renforcer la gouvernance en appuyant des initiatives destinées à établir des régimes démocratiques et des administrations publiques efficaces et responsables. L'Irlande contribue au financement d'un vaste ensemble d'organisations non gouvernementales qui travaillent sur des questions afférentes aux droits de l'homme et prête son appui aux commissions nationales des droits de l'homme dans un certain nombre de pays en développement.

14. L'Irlande coopérera avec d'autres Membres de l'Organisation des Nations Unies, en particulier les pays en développement, les pays les moins avancés et les petits États insulaires, à leur demande, pour les aider à s'acquitter de leurs obligations afférentes aux droits de l'homme par un renforcement des capacités, ce qui prendra la forme d'une coopération technique, d'un dialogue sur les droits de l'homme et d'échanges d'experts. Elle engagera aussi le dialogue sur des questions connexes de politique publique et elle accordera des dons aux organisations non gouvernementales s'intéressant au développement et aux droits de l'homme, pour leur permettre de travailler dans des domaines spécifiques.

15. L'Irlande reconnaît que le changement climatique et ses effets représentent un défi de taille pour le développement. Face à la détérioration de l'environnement, l'exercice des droits de l'homme fondamentaux est de plus en plus difficile. L'Irlande coopérera avec d'autres États, en particulier les petits États insulaires en développement, afin de chercher à déterminer comment le Conseil des droits de l'homme peut s'attaquer aux conséquences défavorables du changement climatique pour les droits de l'homme fondamentaux.

Combattre la discrimination et la violence sexiste

16. L'Irlande s'engage à participer pleinement aux efforts déployés pour combattre toutes les formes de discrimination et pour promouvoir l'égalité entre les sexes. L'Irlande affiche un bilan solide en ce qui concerne l'action qu'elle a déployée, dans le cadre de sa politique étrangère et de son programme de coopération pour le développement, pour promouvoir l'égalité entre les sexes, et elle a été l'un des principaux partisans de la création de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes). Conjointement avec un certain nombre d'organisations non gouvernementales irlandaises s'occupant de questions afférentes au développement et aux droits de l'homme, le Gouvernement irlandais, par la voie du Département des affaires étrangères et du commerce extérieur et des Forces de défense, a créé en 2004 un organisme chargé de la violence sexiste (the Irish Joint Consortium on Gender-Based Violence) qui a pour mission de promouvoir l'adoption d'une approche cohérente et coordonnée dans ce domaine important. En juin 2007, le Gouvernement a créé le Bureau national pour la prévention de la violence domestique, sexuelle et sexiste (Cosc). Le 28 mars 2012, le Parlement a adopté une loi interdisant la pratique des mutilations sexuelles féminines.

17. L'Irlande souscrit pleinement aux objectifs de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité, et elle a adopté un plan national d'action comme suite à cette résolution. Ce plan s'est inspiré d'une initiative d'apprentissage mutuel ayant fait intervenir des participantes d'Irlande, d'Irlande du Nord, du Libéria et du Timor-Leste. Ce processus d'apprentissage mutuel visait à tirer les leçons des expériences des participantes directement touchées par des conflits, en vue de trouver les meilleurs moyens de protéger les femmes de la violence sexiste pendant des conflits et de promouvoir les intérêts des femmes, ainsi que leur accès à des postes de responsabilité, dans le cadre du règlement des conflits et de la consolidation de la paix. En outre, l'Irlande appuie la campagne UNiTE lancée par le Secrétaire général pour mettre fin aux violences faites aux femmes et elle a contribué au financement du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

18. Les Forces de défense irlandaises ont une politique relative aux droits de l'homme sur le lieu de travail, ainsi qu'une charte exposant des principes de dignité, destinée à faire prendre conscience du rôle et des obligations qui sont les leurs en ce qui concerne la violence sexiste et les droits de l'homme. Les Forces de défense veillent à ce que le personnel déployé en service actif dans des missions dans le monde entier reçoive des instructions détaillées sur les questions relatives aux droits de l'homme, notamment ceux des minorités et des femmes, aux particularités culturelles et aux codes de conduite, tant en ce qui concerne les missions dans leur ensemble que le comportement de leurs membres pris individuellement. Ces instructions sont adaptées de manière à correspondre aux caractéristiques propres aux différentes missions et à mieux contribuer à l'exécution des obligations de l'Irlande dans le cadre du Programme d'action de l'Organisation des Nations Unies sur les femmes et la paix et la sécurité.

Faim

19. L'Irlande a fait de la lutte contre la faim dans le monde une priorité de son programme de développement. Sur la base des recommandations du Groupe de

travail du Gouvernement sur la faim, l'Irlande oriente son action en priorité dans trois domaines : augmenter le rendement des petites exploitations agricoles en Afrique subsaharienne, en intervenant tout particulièrement auprès des agricultrices; cibler la sous-nutrition maternelle et infantile; et promouvoir la gouvernance et l'esprit d'initiative, aux niveaux national et international, pour lutter contre la faim dans le monde. Irish Aid affecte à présent 20 % de son budget à des activités liées à la lutte contre la faim. Cela représente une intensification sensible des efforts déployés en ce sens et témoigne clairement de la détermination du Gouvernement à faire en sorte que la lutte contre la faim dans le monde soit une priorité fondamentale du programme d'Irish Aid. L'Irlande joue à présent un rôle de premier plan pour stimuler l'action internationale destinée à combattre la sous-nutrition des mères, des nourrissons et des enfants, notamment en ciblant les 1 000 jours décisifs qui s'écoulent entre la grossesse et le deuxième anniversaire de l'enfant. L'Irlande est l'un des principaux promoteurs de l'initiative Renforcer la nutrition et elle joue à cet égard un rôle décisif en travaillant avec un certain nombre de pays d'Afrique subsaharienne pour les aider à mettre cette initiative en pratique dans le cadre de leurs stratégies et programmes de nutrition respectifs.

Droit à l'éducation

20. L'Irlande considère que le droit à l'éducation est un droit de l'homme fondamental. La politique d'Irish Aid en matière d'éducation part du principe que tous les enfants devraient avoir gratuitement accès à l'enseignement primaire. L'accès à un enseignement primaire de qualité dans les pays en développement est pour l'Irlande une priorité. L'Irlande s'attache tout particulièrement à améliorer la qualité de l'enseignement, à promouvoir l'égalité entre les sexes et à cibler les groupes qui sont marginalisés. Au niveau mondial, L'Irlande soutient le Partenariat mondial pour l'éducation.

Santé

21. L'Irlande est consciente du rôle que la pauvreté, l'inégalité entre les sexes et les atteintes aux droits de l'homme jouent dans la propagation du VIH et du sida, ainsi que d'autres maladies transmissibles. Il est fondamental pour la réduction de la pauvreté et indispensable pour le développement humain de s'attaquer au VIH et au sida, ainsi qu'aux autres problèmes de santé. Par la voie de son programme d'aide, l'Irlande démontre qu'elle est déterminée à combattre le VIH et le sida ainsi que les autres maladies transmissibles, combat auquel elle affecte plus de 100 millions d'euros chaque année. En mai 2011, l'Irlande a rejoint le Conseil du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'un des principaux organes luttant contre ces maladies dans les pays en développement, et elle met à profit cette position pour faire progresser plus avant les efforts déployés au niveau international pour combattre le VIH et le sida.

Appui aux défenseurs des droits de l'homme

22. Consciente du rôle décisif que jouent les défenseurs des droits de l'homme pour améliorer la situation des droits de l'homme et faire progresser les normes relatives à ces droits dans leur pays, l'Irlande s'engage à continuer de s'attacher à promouvoir leurs droits et de s'opposer aux tentatives de faire obstacle à leur important travail. L'Irlande continuera par ailleurs de souscrire sans réserve au

mandat et à la fonction du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme.

23. L'adoption des Directives de l'Union européenne sur les défenseurs des droits de l'homme a été l'une des principales réalisations, en 2004, de la présidence irlandaise de l'Union européenne dans le domaine des droits de l'homme. L'Irlande a par ailleurs activement participé, à l'Organisation des Nations Unies, à la création du mandat du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, ainsi qu'à la mise au point de mesures destinées à protéger les droits des défenseurs des droits de l'homme. Le Gouvernement assure un financement pluriannuel à un certain nombre d'organisations non gouvernementales irlandaises et internationales.

24. L'Irlande est aussi l'un des rares pays à appliquer un régime de visas humanitaires spécialement destiné aux défenseurs reconnus des droits de l'homme, leur permettant de se rendre plus facilement en Irlande pour de courts séjours, lorsqu'ils ont besoin d'un répit ou afin d'échapper à des menaces temporaires pour leur sécurité.

Renforcement du système des organes conventionnels de l'Organisation des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme

25. L'Irlande est fermement convaincue que les organes chargés de suivre l'application des instruments conventionnels relatifs aux droits de l'homme sont indispensables au fonctionnement du système international de protection de ces droits. L'expansion du nombre d'organes créés en vertu de traités et du nombre de ratifications d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme pose des problèmes pour la cohérence et le fonctionnement de ces institutions. L'Irlande a accueilli deux réunions à Dublin dans le cadre d'un processus consultatif rassemblant des membres des organes de suivi des instruments conventionnels et d'autres experts. Le document final de Dublin expose les résultats de ce processus de réflexion, en présentant une synthèse stratégique des propositions qui ont été faites, ainsi que des recommandations claires à l'intention de toutes les parties prenantes.

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

26. En janvier 2012, l'Irlande a accédé pour la première fois à la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). La présidence irlandaise travaille en étroite collaboration avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, le Haut-Commissaire aux minorités ethniques de l'OSCE et le Bureau du Représentant pour la liberté des médias afin de tenir les engagements de l'OSCE en ce qui concerne les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit et de faire le nécessaire dans les cas précis où ces engagements ne sont pas respectés. La dimension humaine de l'OSCE est une priorité importante de la présidence irlandaise, qui accorde une attention particulière au droit à la liberté d'expression et au droit à la liberté des médias qui en découle, y compris à l'exercice en ligne de ces droits.

Soutenir et renforcer les droits de l'homme en Irlande

27. L'Irlande continuera de coopérer pleinement avec les mécanismes du Conseil des droits de l'homme, y compris les procédures spéciales, en répondant sans délai

et sur le fond à toutes les communications, en facilitant les visites demandées et en honorant l'invitation permanente qu'elle a lancée.

28. L'Irlande est déterminée à s'acquitter pleinement de ses obligations internationales, notamment en faisant rapport dans les délais requis aux organes chargés de suivre l'application des instruments conventionnels.

29. L'Irlande a ratifié les principaux instruments relatifs aux droits de l'homme, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Le 23 mars 2012, l'Irlande a signé le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le mécanisme de plaintes qui sera établi par le Protocole facultatif sera, dans l'esprit, conforme aux nombreux organes indépendants de traitement des plaintes, de suivi et d'inspection qui sont actuellement en place en Irlande. La signature du Protocole facultatif a été pour l'Irlande l'occasion d'affirmer sa détermination à faire en sorte que les droits de l'homme soient pleinement respectés en pratique. L'Irlande prend à présent deux engagements supplémentaires :

a) L'Irlande faisait partie du premier groupe de pays qui ont signé la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle est déterminée à en appliquer toutes les dispositions et à améliorer en conséquence les conditions de vie des personnes handicapées. Elle s'engage à ratifier la Convention dès que possible;

b) L'Irlande s'engage également à ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

30. L'Irlande intensifiera ses efforts pour faire en sorte que tous les mécanismes nationaux existants de promotion et de protection des droits de l'homme soient renforcés :

a) Le programme de gouvernement, publié en mars 2011, exige de tous les organismes publics qu'ils tiennent dûment compte du droit à l'égalité et des droits de l'homme dans l'exercice de leurs fonctions. Les stratégies mises en place par le Gouvernement ont visé à améliorer, dans la pratique, le respect des obligations afférentes aux droits de l'homme à tous les niveaux de la société, et un certain nombre de stratégies nationales ont été mises au point pour faire face à des problèmes qui se posent dans des domaines spécifiques;

b) L'Irlande est déterminée à promouvoir une société ouverte à tous et à éliminer toutes les formes de discrimination raciale. Comme suite à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue à Durban en 2001, l'Irlande a établi un Plan national d'action contre le racisme dont l'objet est de prêter appui aux principales parties prenantes, en vue de mettre au point des stratégies locales contre le racisme et des mesures d'inclusion sociale pour promouvoir la diversité;

c) L'Irlande a créé un certain nombre d'organismes publics autonomes (Equality Authority, National Disability Authority, Office of the Ombudsman, Office of the Ombudsman for Children et Garda Síochána (police irlandaise) Ombudsman

Commission) qui sont chargés de maintenir la confiance du public envers les administrations publiques et d'offrir des procédures de recours.

31. L'Irlande s'engage à continuer de soutenir les activités intérieures d'éducation et de formation visant à améliorer la prise en considération et le respect des droits de l'homme dans tous les secteurs de la société. Les questions relatives aux droits de l'homme sont abordées tant à l'école primaire que dans l'enseignement secondaire et il existe des programmes ayant trait aux droits de l'homme dans un nombre appréciable d'établissements d'enseignement supérieur en Irlande. Les droits de l'homme tiennent également une place importante dans la formation des forces de police et de défense à tous les niveaux.

32. L'Irlande s'engage à maintenir l'indépendance de la Commission irlandaise des droits de l'homme (Irish Human Rights Commission), institution nationale créée en 2001 conformément aux Principes de Paris. La Commission est un organe autonome chargé de promouvoir et de protéger les droits de l'homme pour toutes les personnes se trouvant en Irlande. Elle est habilitée à faire des recommandations au Gouvernement, notamment au sujet de projets de lois, et elle a récemment publié un guide des droits de l'homme pour la fonction publique. La Commission des droits de l'homme et la Equality Authority seront fusionnées pour former une nouvelle commission, renforcée, des droits de l'homme et de l'égalité.

33. L'Irlande est foncièrement attachée à la démocratie pluraliste et ouverte et elle apprécie à cet égard le rôle joué par une société civile diverse et inclusive. Les mécanismes de consultation généralisée qui existent entre le Gouvernement irlandais et les partenaires sociaux témoignent de l'importance que l'Irlande accorde à ce rôle décisif. Le Département des affaires étrangères et du commerce extérieur consulte les organisations non gouvernementales sur les questions de politique étrangère ayant trait aux droits de l'homme par l'intermédiaire de son Comité permanent sur les droits de l'homme et dans le cadre du forum qu'il organise chaque année avec les ONG s'occupant des droits de l'homme.

Conclusion

34. L'engagement de l'Irlande envers la promotion et la protection des droits de l'homme est un principe fondamental de sa politique étrangère. L'importance que les Irlandais attachent aux droits et aux libertés fondamentales pour tous trouve son origine dans leur expérience historique. Nous sommes convaincus qu'il faut nous efforcer ensemble de promouvoir les valeurs qui sont l'essence même de la Charte des Nations Unies. Au service du Conseil des droits de l'homme, l'Irlande serait en mesure d'apporter une contribution déterminante à cet effort.